

Le procès de Burgos est aussi celui du franquismo

Un calme, relatif régnait le 8 décembre dans le Pays basque, où l'on ne comptait plus que quelques milliers de grévistes dans les deux « provinces maritimes » de Guipúzcoa et de Biscaye. Des assemblées d'ouvriers se sont tenues dans de nombreuses entreprises pour décider s'ils maintiendraient l'arrêt du travail jusqu'au jour où seraient connues les sentences du procès de Burgos. Une violente manifestation groupant cinq cents personnes a eu lieu cependant le 6 décembre à Durango, près de Bilbao, où la Garde civile a procédé à douze arrestations. Dans les universités basques et à Madrid, la grève des cours continuait.

En France, une manifestation de solidarité avec les inculpés de Burgos a rassemblé, le 6 décembre, à Toulouse, quatre mille personnes à l'appel d'une quinzaine d'organisations de gauche. Il n'y a pas eu d'incident. En revanche, à Rome, la police a lancé des grenades à gaz pour disperser deux mille jeunes gens qui jetaient des pierres et des cocktails Molotov et tentaient d'attaquer l'ambassade d'Espagne.

Par MARCEL NIEDERGANG

Burgos, première et grise capitale de la junte franquista pendant la guerre civile, est, en décembre 1970, la ville austère où éclatent brutalement les ambiguïtés et les contradictions du franquismo. Le procès de Burgos est aussi, en un sens, celui d'un régime qui n'a pas réussi, trente et un ans après sa victoire militaire, à rassembler toutes les énergies et à dissiper toutes les hostilités.

Ce n'est pas seulement le nombre élevé des accusés, enchaînés menottes aux mains au banc des prévenus, ni même la gravité des peines requises qui trappent l'opinion internationale et choquent les consciences des milieux libéraux de l'Espagne. Certes, six peines capitales sont réclamées par le procureur et la majorité des accusés de Burgos sont déjà condamnés, ensemble, à plusieurs dizaines d'années de prison. Mais depuis la fin de la guerre civile de nombreux opposants au régime franquista, communistes ou non-communistes, ont été condamnés à des peines extrêmement sévères. Pour ne donner qu'un seul exemple, le poète Mareos Ana a posé un quart de siècle après son existence dans un cachot.

Depuis cinq ans, les tribunaux de l'ordre public ont multiplié les condamnations dans une indifférence presque générale. Pour s'en tenir au seul Pays basque, le bilan de la répression, depuis 1969, n'est pas minime : un homme, Arrizabalaga, a été condamné à mort (sa peine a été commuée en détention perpétuelle) ; cinquante-trois personnes jugées par des tribunaux militaires ont été condamnées à quelque cinq cents années de prison ; une centaine d'autres, passant devant les tribunaux de l'ordre public, ont totalisé plus de deux cents années de prison ; près de deux mille personnes ont été arrêtées. Il est vrai que le Pays basque a connu, depuis deux ans, une agitation séparatiste particulièrement active. L'assassinat, en août 1968, du commissaire Melinton Manzanos, chef de la brigade politico-sociale du Guipúzcoa, semblait avoir incité les autorités à frapper encore plus fort. Mais cette « violence institutionnelle », à la mesure d'une « violence révolutionnaire » croissante, n'avait pas, jusqu'à présent, suscité une émotion particulière hors d'Espagne, ni même en Espagne.

L'archaïsme au grand jour

Le 21 avril 1963, le dirigeant communiste Julián Grimau avait été condamné à mort et exécuté malgré les protestations internationales. On sait aujourd'hui que le général Franco et les ministres militaires avaient précisément tiré argument des " inadmissibles " pressions de l'étranger pour emporter la décision devant le conseil des ministres.

En décembre 1970, dans une ville qui est l'un des bastions du traditionalisme espagnol, le conseil de guerre étale au grand jour son archaïsme et sa violence. Le procès devait se dérouler à huis clos, deux religieux figurant parmi les seize inculpés. L'intervention du Vatican, d'autant plus écoutée que la révision du concordat de 1953 est à l'ordre du jour a permis qu'il soit public. Des Journalistes et des avocats étrangers sont dans la salle, ils disent, et l'écho s'en repercuté en Europe et dans le monde, que les accusés demeurent enchaînés pendant les séances et qu'on les empêche de communiquer entre eux. Ils rapportent les déclarations sur les tortures qui ont permis d'extorquer des aveux que les inculpés infirment aujourd'hui. Ils expliquent que six hommes risquent leur tête en vertu de décrets-lois dont la sévérité n'a guère été amendée depuis 1940 et que l'esprit qui préside à ces étranges débats est celui d'une guerre civile dont les jeunes Espagnols, pes dans les deux camps

L'Espagne officielle, à l'image de la société espagnole moderne, a aujourd'hui deux visages. Le premier est celui du colonel Manuel Ordoñas González, qui préside le conseil de guerre de Burgos. Cet officier a commandé le régiment cuirassé Espagne II de Burgos. Un jeune Espagnol qui a effectué son service sous ses ordres nous écrit pour affirmer que cet officier n'a cessé de brimer les recrues basques du régiment.

L'un des arguments des avocats de la défense, salón lesquels le président du tribunal militaire n'est pas « impartial », ne paraît donc pas totalement infondé. Le colonel Manuel Ordoñas González appartient sans aucun doute à la vieille Espagne de la " croisade ", qui n'a renoncé à aucune de ses phobies de la guerre civile.

Le second visage de l'Espagne officielle d'aujourd'hui est celui de M. Gregorio López Bravo, ministre des affaires étrangères, qui n'avait même pas vingt ans à la fin de la guerre civile. M. Lopez Bravo a fait des études aux états-unis, il s'est frotté aux milieux internationaux, il sait que la chance de l'Espagne dépend de son intégration aussi étroite que possible à l'Europe libérale de l'Occident

(Lire la suite page 6.)

ment critiqué les méthodes, trop paisibles à leur goût, du PSOE (parti socialiste ouvrier espagnol), avec lequel des contacts étroits avaient été pris. A l'assemblée générale de l'ETA qui a eu lieu cette année, une fraction extrémiste du mouvement avait refusé de participer aux débats, estimant sans doute que le "temps de la parole" était dépassé et que celui de l'« action violente » était arrivé.

Toute organisation nationaliste et révolutionnaire connaît les luttes de clans, les conflits de tendances, les scissions et les exclusions. Les Basques, dont l'individualisme ne le cède en rien à celui des Catalans ou des Castillans, n'échappent pas à cette règle. Les gauchistes de l'ETA placent sans doute aujourd'hui le gouvernement de Madrid dans une des situations les plus délicates qu'il ait jamais connues depuis la fin de la guerre civile. Ils risquent aussi d'aggraver les divergences internes du mouvement nationaliste basque, alors que des tentatives en vue d'un regroupement de toutes les tendances étaient sérieusement engagées depuis quelques semaines. Ils peuvent inciter les juges militaires de Burgos à une sévérité encore plus grande. Dans l'immédiat, on doit en tout cas constater que leur action a semé le trouble dans les rangs de l'opposition politique, ouvrière et universitaire au régime du général Franco. L'annonce du procès de Burgos, préparé, instruit, orchestré selon des règles qui rappellent davantage les Jours les plus sombres de la guerre civile que les velléités de "libéralisation" incluses dans la loi organique de l'Etat, a permis, en effet à tous les courants d'opposition, des communistes aux libéraux et aux monarchistes en passant par les démocrates chrétiens, d'esquisser un front commun.

Des hommes aussi différents et aussi respectables que le socialiste Tierno Galvan, le démocrate chrétien Ruiz Jiménez, l'ancien dirigeant de la CEDA (Confédération des droites autonomes), José María Gil Robles, le comte de Motrico, ancien secrétaire privé du comte de Barcelone, sont intervenus en faveur de la clémence et de l'abolition de la peine de mort en Espagne. Des évêques ont demandé et obtenu du Vatican qu'une intervention ait lieu auprès du gouvernement de Madrid. Le procès

Un procès qui est aussi celui du franquisme

(Suite de la première page.)

Il est très proche d'un groupe politique et spirituel qui croit que le développement économique finira par atténuer les tensions sociales et que la conquête d'un revenu par tête de 1 000 dollars est un objectif prioritaire. C'est un intellectuel libéral aussi éloigné des fantasmes de l'Inquisition que les hommes qu'il rencontre dans les conférences internationales. Mais personne encore ne peut dire si lui et ses amis feront réellement avancer l'Espagne sur les difficiles chemins de la « libéralisation » ou s'ils servent seulement de caution "libérale" à un régime qui tente de survivre sans se modifier vraiment tout en présentant une "image" aussi aimable que possible à l'extérieur.

L'immense écho, national et international, du procès de Burgos provient d'abord des contradictions internes du franquisme, qui ne peut, tout à la fois, maintenir avec fermeté les principes essentiels de son origine et jouer franchement le jeu "démocratique" souhaité par ses partenaires de l'Occident. Les concessions obtenues ou présentées comme indispensables par les "libéraux" du gouvernement se retournent contre les dirigeants, qui ne songent qu'à refermer les portes de l'Espagne éternelle.

Le gouvernement de Madrid a réagi, mais faiblement et lentement, à l'enlèvement du consul de la République fédérale allemande à Saint-Sébastien. Le général Franco a fêté son soixante-dix-huitième anniversaire comme si l'Espagne ne faisait pas face à l'une des crises les plus graves qu'elle ait connues depuis la fin de la guerre civile. L'état d'exception a été proclamé, mais seulement dans la province de Guipúzcoa, et le gouverneur civil de Saint-Sébastien a déclaré qu'il s'efforcerait de réduire au maximum les inconvénients de cette mesure. Il y a deux ans, pour une situation bien moins grave, l'état d'exception avait été proclamé dans trois provinces basques.

Les protestations contre le procès de Burgos montent en France, en Italie, aux Pays-Bas, aux Etats-Unis, en Belgique, en Grande-Bretagne et aussi en Union soviétique, où l'on ne manifestait pas, ces derniers mois, une rigueur particulière à l'égard des dirigeants de Madrid. Certains Espagnols seront peut-être alors tentés de découvrir un complot international. On entend déjà dans les rangs phalangistes des murmures contre les prêtres, "qui sont toujours aux premiers rangs dans les actions terroristes de l'ETA", et des organisations oubliées parlent de se regrouper « pour la défense de l'Espagne ».

Mais comment expliquer l'ampleur des manifestations de Barcelone. Les grèves de la faim commencées par les détenus politiques dans les prisons espagnoles, les messages de solidarité des prisonniers de Ségovie coupés du monde ? Comment expliquer les prises de position de personnalités espagnoles représentant des tendances très diverses socialistes, démocrates-chrétiens, libéraux, monarchistes, modérés ? Comment expliquer le trouble grandissant que l'on décèle dans les rangs de ceux qui appartiennent aux deux plus solides bastions du franquisme : l'Eglise et l'armée

Ces évêques "officialistes" sont, certes, encore majoritaires, mais l'assemblée générale de l'épiscopat a condamné le projet de loi syndicale laborieusement mis au point. Une fraction importante du bas clergé piaffe d'impatience et des évêques ont, pour la première fois, affronté ouvertement le gouvernement en déclarant "illégal" le procès de Burgos. Moins public, le malaise n'est pas moins réel dans l'armée, dont le nouveau chef d'état-major est connu pour son souci d'apolitisme, son ouverture d'esprit et son libéralisme. Le capitaine général Tomas García Rebull, commandant du secteur de Burgos et l'un des trois ou quatre militaires les plus importants d'Espagne aurait fait savoir lui-même au général Franco qu'il était personnellement hostile à d'éventuelles condamnations à mort par le conseil de guerre.

Les structures politiques et judiciaires de l'Espagne franquiste ne sont adaptées ni à la société espagnole d'aujourd'hui ni à l'évolution du monde moderne. Le procès de Burgos étale aux yeux de tous ce qui n'était une évidence que pour quelques-uns. L'Espagne de 1940 ne peut plus requérir en 1970, et sous les yeux du monde entier, six peines capitales et sept cent vingt-huit années de prison contre seize Basques, dont la culpabilité n'est même pas démontrée...

MARCEL NIEDERLANG.

(Mercredi 9 décembre.)

du 3 au 9 décembre 1970